IRAK

Meurtre d'un Irakien : l'interprète des Américains raconte l'exécution

Un interprète irakien a décrit l'exécution en mai d'un Irakien, qui aurait été abattu avant d'être défiguré à la grenade incendiaire par deux militaires américains, lors d'une deuxième journée d'audition, hier, d'un des accusés sur une base au nord de Bagdad.

Au lendemain d'une journée d'audience où ses soldats l'ont accablé devant la cour militaire de Camp Speicher, le sergent chef Hal Warner a écouté le témoignage précis et accusateur de l'interprète de son unité qui a affirmé avoir été témoin de l'exécution le 16 mai d'Ali Mansour, un Irakien de 24 ans. «Le lieutenant Michael Behenna (second accusé mais entendu à partir du 20 septembre seulement, ndlr) est parti avec Ali Mansour, suivi par le sergent chef Hal Warner», a déclaré à la barre l'interprète irakien dont le nom n'a pas été dévoilé pour des raisons de sécurité. Behenna, 25 ans, et Warner, 34 ans, ont déshabillé Ali Mansour «avec leurs couteaux» puis ont coupé ses liens, selon l'interprète. «Behenna a donné l'ordre à Mansour de s'asseoir. Et lui a posé une question : "dis moi ce que tu sais"», ajoute-t-il.

«Puis Behenna a appuyé sur la détente. Il a tiré une fois, puis une seconde fois. Nous avons entendu le dernier râle de Mansour. Warner était un peu en retrait», selon l'interprète. Ensuite, selon ce dernier, le sergent Warner a retiré une grenade de sa poche, l'a dégoupillée et l'«a placée sous la tête d'Ali Mansour». Il s'agissait d'une grenade à thermite, qui n'explose pas, mais produit une chaleur intense. «Ensuite, ils ont récupéré les affaires et ils sont retournés» vers leur unité, a conclu l'interprète irakien.

Lors de l'audience samedi, le caporal Cody Atkinson avait déclaré à propos de la grenade : «Le lieutenant Behenna nous a dit que l'idée était qu'il fallait brûler le visage d'Ali Mansour pour qu'il ne soit pas reconnu.» Arrêté le 5 mai à son domicile par le bataillon du lieutenant Behenna, Ali Mansour devait initialement être libéré le 16 mai. Son corps a été retrouvé le 17 au matin sous un pont dans une zone désertique proche de Baïji, à une trentaine de kilomètres de Tikrit (nord).

Samedi, plusieurs soldats du bataillon du lieutenant Behenna avaient confirmé que deux prisonniers, dont Ali Mansour, devaient être libérés, mais qu'ils n'en avaient, sur ordre du lieutenant, déposé qu'un seul à un barrage tenu par des milices luttant contre Al-Qaïda.

Le bataillon, transportant Ali Mansour, est ensuite arrivé près du pont proche de Baïji, selon le caporal Cody Atkinson.

Ce dernier a indiqué avoir vu «le lieutenant Behenna sortir Ali Mansour du véhicule et s'en aller avec le sergent Warner» sous le pont, avant que les deux militaires américains ne reviennent seuls quelques minutes plus tard.

Le caporal Atkinson puis le sergent Milton Sanchez ont ajouté que les deux hommes avaient ensuite donné l'ordre à leurs soldats de faire une fausse déclaration indiquant que le bataillon avait libéré les deux prisonniers au barrage. Les soldats ont obtempéré.

Le caporal Atkinson a été plus loin affirmant que le lieutenant Behenna lui avait dit qu'«il avait tué Ali Mansour».

Plusieurs témoignages de soldats du bataillon ont décrit l'officier Behenna comme le véritable instigateur du meurtre, furieux de devoir libérer un homme qu'il considérait comme nuisible. Les témoignages ont en revanche indiqué que le sergent Warner ne semblait apparemment pas au courant du projet et ne s'y serait rallié qu'au moment de son exécution.

L'armée américaine est impliquée dans une série de scandales où des soldats sont soupçonnés d'avoir tué ou maltraité des civils irakiens de sang-froid, notamment en novembre 2005, à Haditha, où un groupe de Marines est accusé d'avoir tué 24 civils irakiens.

IRAN

Khatami critique les «slogans agressifs» du président Ahmadinejad

L'ancien président réformateur iranien, Mohamad Khatami, a de nouveau critiqué son successeur ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad en affirmant que ses «slogans agressifs et vifs» donnaient des prétextes à l'ennemi pour agir contre le pays, a rapporté hier la presse.

«Les slogans agressifs et vifs donnent des prétextes à l'ennemi pour porter atteinte au pays», a déclaré M. Khatami, selon le quotidien modéré *Kargozaran*.

M. Ahmadinejad affirme régulièrement que les Etats-Unis et Israël vont disparaître, et a mis également en doute la réalité et l'ampleur de l'Holocauste. «La lutte contre l'oppresseur (terme qualifiant les Etats-Unis, ndlr) ne signifie pas augmenter les coûts (économiques et politiques, ndlr) pour le pays», a ajouté l'ancien président. Il a aussi accusé son successeur de donner des «chiffres irréels» sur son bilan économique. De nombreux partis et personnalités du camp réformateur ont appelé M. Khatami à se porter candidat pour la prochaine présidentielle prévue le 12 juin 2009.

Ce dernier ne s'est pas encore prononcé mais il a affirmé que sa décision était presque prise.

«Si je devais ne pas me présenter, je dirai très clairement et de manière transparente les raisons. Ma décision est presque prise mais je l'annoncerai le moment venu», a-t-il déclaré.

Ces derniers jours, d'autres critiques ont également visé le président Ahmadinejad.

L'ancien négociateur du dossier nucléaire iranien, Hassan Rohani, candidat potentiel à la présidentielle, l'a accusé d'avoir raté au cours des trois dernières années des «occasions en or» par sa mauvaise gestion et ses slogans.

M. Rohani a critiqué durement «les propos et slogans irréfléchis (qui) ont imposé des coûts énormes au peuple et au pays», a rapporté la presse.

Il a notamment insisté sur la dégradation de la «situation financière et bancaire» et un renchérissement de «20 à 30% du coût des importations» à cause des sanctions internationales adoptées contre l'Iran après son refus de suspendre son programme nucléaire controversé.

M. Rohani a insisté sur la nécessité d'une «politique d'entente» avec le monde extérieur et la nécessité de faire sortir le dossier nucléaire iranien du Conseil de sécurité, qui a déjà adopté quatre résolutions contre l'Iran.

«Il faut faire des plans pour éloigner pas à pas et avec sagesse le pays du Conseil de sécurité», a-t-il affirmé.

M. Rohani a également critiqué la gestion économique du président Ahmadinejad, en affirmant que la politique du gouvernement avait eu pour résultat de «vider les poches des gens et d'avoir mis en enchère la grandeur» du pays.

LIBAN

Reprise du dialogue national dans un climat de crainte d'attentats

Le Liban s'apprête à une relance du dialogue national qui réunit à partir de mardi les principaux dirigeants politiques pour débattre notamment de la question épineuse de l'armement du Hezbollah, dans un climat de crainte de violences après un nouvel attentat.

Le président Michel Sleimane a invité les 14 signataires de l'accord conclu en mai à Doha et qui avait débloqué une grave crise politique opposant la majorité parlementaire soutenue par l'Occident, au camp emmené par le Hezbollah et appuyé par la Syrie et l'Iran. Le conflit avait dégénéré en mai en combats sanglants, les pires depuis la guerre civile de 1975-1990, avant que l'accord du 21 mai permette l'élection d'un président et la formation d'un gouvernement d'union nationale où la minorité parlementaire bénéficie d'un pouvoir de blocage. L'accord signé dans la capitale du Qatar prévoit une reprise du dialogue national «pour étendre l'autorité de l'Etat sur toutes les régions du pays». «La stratégie nationale de défense» va être le sujet principal du dialogue, a déclaré le Premier ministre, Fouad Siniora. Elle devrait définir la relation entre l'armée et le puissant mouvement chiite.

Le Hezbollah est la seule formation libanaise à ne pas avoir été désarmée à la fin de la guerre civile et fut le fer de lance de la résistance contre Israël jusqu'à son retrait du Liban sud en 2000. «Plusieurs acteurs locaux et étrangers souhaitent voir le Hezbollah désarmé, alors que le camp opposé, à l'intérieur comme à l'étranger, veut qu'il demeure armé», résumait hier le quotidien indépendant *Al-Anwar*. La majorité, qui insiste pour que seul l'Etat puisse décider des questions de guerre et de paix, avait proposé de débattre de l'armement du Hezbollah dans le cadre d'un dialogue national.

Le secrétaire général adjoint du Hezbollah, Naïm Kassem, a posé trois conditions au succès du dialogue, dans des déclarations publiées ce week-end. Que «les participants conviennent que le Liban n'a qu'un ennemi, Israël», qu'il faut construire un «Etat fort, juste, équilibré et capable» et que l'objectif doit être «d'assurer les ressources nécessaires à la libération de la terre et à la défense du Liban par le biais de la stratégie nationale de défense».

La reprise du dialogue a lieu dans un climat de crainte de nouveaux attentats, à la suite de l'assassinat mercredi de Saleh Aridi, un responsable d'une formation pro-syrienne.

«La sécurité quotidienne devrait être le principal point des discussions», estime Oussama Safa, directeur du Centre libanais d'études politiques. «La stratégie nationale de défense est une question qui concerne le long terme.

Ce serait une erreur de se concentrer exclusivement sur cela», a-t-il dit à l'AFP. «Nous avons besoin de parler du fait que les gens vivent dans la peur», a-t-il insisté. «La sécurité avant le dialogue», titrait samedi le quotidien libéral *An-Nahar*. En 2006, un dialogue difficile avait réuni les principaux dirigeants politiques mais avait été interrompu après le conflit entre Israël et le Hezbollah l'été de la même année.

RUSSIE

88 morts dans le crash d'un Boeing

Un Boeing-737 de la compagnie aérienne Aeroflot s'est écrasé, hier, près de la ville russe de Perm, dans la chaîne montagneuse de l'Oural, tuant les 88 personnes à bord, dont une vingtaine d'étrangers, ce qui remet de nouveau en question la sécurité aérienne en Russie.

L'appareil s'est écrasé au moment où il effectuait sa descente pour atterrir à Perm, à environ 1 400 km à l'est de Moscou, endommageant la voie ferrée du Transsibérien.

En conséquence, la circulation des trains sur cette ligne de chemin de fer (qui relie Moscou à Vladivostok sur plus de 9 000 km) a été interrompue entre Perm et Iekaterinburg et tous les trains ont été détournés, selon la police locale.

Un peu moins de deux heures après avoir décollé de l'aéroport moscovite de Cheremetievo hier à 1h12 heure locale (samedi 21h12 GMT), le Boeing 737 a été retrouvé dans la périphérie de Perm complètement détruit et en feu, a indiqué Aeroflot.

La compagnie russe a confirmé qu'il n'y avait aucun survivant du vol 821.

Parmi les 88 personnes à bord se trouvaient 7 enfants, 6 membres d'équipage et 20 étrangers : sept Azerbaïdjanais, cinq Ukrainiens, un Français, un Suisse, un Letton, un Allemand, un Turc et un Italien.

Il y aurait également un ressortissant américain, a affirmé Aeroflot, tandis que l'ambassade des Etats-Unis à Moscou s'est refusée à tout commentaire.

Parmi les victimes figure aussi un haut responsable de l'armée russe, le général Gennadi Trochev, ancien commandant des opérations militaires russes en Tchétchénie et conseiller de l'ex-président Vladimir Poutine, selon le ministère russe des Transports.

Les causes de la catastrophe aérienne n'ont pu être déterminées jusqu'ici.

«Alors que l'avion entamait sa descente à 1 100 m d'altitude, il a perdu toute communication et les contrôleurs aériens ont perdu le contact avec lui», a indiqué Aeroflot.

«L'appareil a pris feu et a explosé», ont affirmé des responsables du ministère russe des Situations d'urgence, cités par l'agence Itar-Tass.

«L'avion volait au-dessus de notre immeuble avant de s'écraser et de toucher le sol environ 200 mètres plus loin», a raconté à l'AFP un habitant témoin de la catastrophe.

«Il a explosé en l'air et des morceaux de l'appareil sont tombés au sol. La partie principale contenant les passagers est tombée dans un quartier de datchas avec jardins. La principale zone résidentielle n'a pas été touchée», a ajouté ce témoin.

Des morceaux de l'appareil ont été retrouvés éparpillés sur plus de quatre kilomètres carrés, selon des témoins. D'après des enquêteurs cités par l'agence Interfax, les deux boîtes noires de l'avion ont été retrouvées.

L'appareil avait fait l'objet cette année d'un «contrôle technique complet», a déclaré à des journalistes un porte-parole d'Aeroflot, Lev Kochliakov.

Aeroflot a mis en place une cellule de crise pour les proches de victimes à l'aéroport moscovite de Cheremetievo et à Perm. La compagnie a aussi proposé une indemnisation de jusqu'à deux millions de roubles (55 000 euros) par victime. Pour sa part, le président russe, Dmitri Medvedev, a adressé ses «profondes condoléances» aux proches et familles des victimes, selon un communiqué du Kremlin.

L'année dernière, 33 accidents civils aériens avaient causé 318 morts en Russie, soit six fois plus qu'en 2005, mettant en question la sécurité aérienne dans ce pays.

Parmi les causes de ces accidents à répétition, les experts avaient cité les déficiences de la formation professionnelle des pilotes, ainsi que la vétusté de la flotte commerciale russe. Une commission spéciale sur la sécurité aérienne avait affirmé en janvier dernier que l'âge moyen des appareils de lignes internationales était de 18 ans et celui des lignes intérieures de 30 ans.